



CHAPITRE 123

Loi concernant La paroisse de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot

[Sanctionnée le 11 février 1959]

Préambule.

ATTENDU que le conseil municipal de La paroisse de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot a, par sa pétition, représenté que, par suite de développements domiciliaires et la subdivision des terres en culture comme lots à bâtir, les dispositions du Code municipal sont insuffisantes, et que la corporation a besoin de pouvoirs additionnels;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C.M.,
a. 392a,
am. pour
la corpora-
tion.

1. L'article 392a du Code municipal est modifié, pour La paroisse de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, en remplaçant les deux derniers alinéas par les suivants:

"Tout règlement adopté en vertu du présent article ou toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en arrondissements ou zones, prescrivant l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement ou la destination des constructions qui peuvent y être érigées, ou la superficie des lots, la proportion qui pourra en être occupée par les constructions et l'espace qui devra être laissé libre entre elles, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:

Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, après l'adop-

CHAPTER 123

An Act respecting The parish of Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Preamble.

WHEREAS the municipal council of The parish of Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot has, by its petition, represented that, as a consequence of housing developments and the subdivision of lands under cultivation into building lots, the provisions of the Municipal Code are inadequate and the corporation needs additional powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 392a of the Municipal Code is amended, for The parish of Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, by replacing the last two paragraphs by the following:

M.C.,
a. 392a,
am. for
corpora-
tion.

"Any by-law passed under this article or any part of such by-law dividing the municipality into districts or zones, prescribing the architecture, dimensions, symmetry, alignment or destination of the buildings which may be erected therein, or the area of lots, the proportion which may be occupied by the buildings and the space which shall be left open between them, may not be amended or repealed except by another by-law approved according to the following provisions:

A public meeting of the electors who are property-owners shall be held after

tion du règlement, aux lieu, jour et heure fixés à cette fin par le conseil.

Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le secrétaire-trésorier.

Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un conseiller.

Le secrétaire-trésorier lit le règlement soumis à l'approbation des électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, six des électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

Lorsque le vote a lieu sur ce règlement, il est pris à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 372 à 387I du Code municipal. Toutefois, dans aucun cas le règlement ne peut être considéré comme approuvé par les électeurs, à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité n'aient exercé ce droit. Seuls sont admis à voter sur le règlement les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un arrondissement auquel s'applique le règlement ou la partie du règlement qu'il s'agit de modifier ou d'abroger."

the passing of such by-law, at the place, on the day and at the time fixed by the council for such purpose.

Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the secretary-treasurer has given a notice of convocation of at least five clear days.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by a councillor.

The secretary-treasurer shall read the by-law submitted for approval to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within one hour of the opening of the meeting, six of such electors who are present demand that such by-law be submitted for the approval of the electors who are property-owners, the chairman of the meeting shall fix, for voting a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

When the vote is held on this by-law, it shall be taken on the date fixed by the chairman of the meeting of electors and according to the procedure prescribed by articles 372 to 387I of the Municipal Code. However, the by-law shall never be considered as approved by the electors, unless a third of those who are qualified to vote on the same and who reside in the municipality have voted. The only persons permitted to vote on the by-law are the electors who are proprietors of immovables situated in a district or zone to which the by-law or the portion of the by-law which is to be amended or repealed applies."

Règle-
menta-
tion.

2. Le conseil peut faire des règlements:

a) pour refuser les permis de construction dans la municipalité ou dans une partie de la municipalité, sur des terrains en front desquels une rue n'a pas encore été ouverte à la circulation publique ou sur les rues où il n'y a pas encore de conduite d'eau ou d'égout;

b) pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, y compris

2. The council may make by-laws:

a. to refuse permits for building in the municipality or a part thereof on lots in front of which a street has not yet been opened to public traffic or on streets where water mains and sewers have not yet been installed;

b. to enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected, including its dependencies,

Regula-
tion.

ses dépendances, ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

c) pour établir un tarif des honoraires exigibles pour l'émission du certificat d'approbation prévu aux paragraphes *a* et *b* du présent article. Ces honoraires ne doivent pas excéder vingt-cinq (\$25.00) dollars s'il s'agit d'une construction pour fins de résidence, et deux cents (\$200.00) dollars s'il s'agit d'une construction pour fins industrielles ou commerciales.

Restriction.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments de ferme ou aux constructions pour fins agricoles, sur des terres en culture.

Surintendant.

3. Le conseil peut, pour assurer l'exécution de ses ordonnances, décréter, par résolution, la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "surintendant" et qui sera investi de tous les droits, pouvoirs, privilèges et obligations de l'inspecteur municipal et de l'inspecteur agraire.

Durée d'office.

Le surintendant reste en fonction durant le bon plaisir du conseil, quoiqu'il ait été engagé pour un temps déterminé.

Inspecteurs non requis.

La nomination d'un tel officier dispense la corporation de l'obligation de nommer un inspecteur municipal et un inspecteur agraire.

Condition d'obtention de permis de construction.

4. Le conseil peut faire des règlements pour décréter qu'après le dépôt d'un plan de subdivision, aucun permis de construction ne sera accordé sur des lots de telle subdivision avant que la rue en front du lot sur lequel on se propose de construire ait été ouverte et nivelée, puis donnée ensuite à la corporation par le propriétaire du terrain subdivisé.

Subdivision de lots.

5. Le conseil peut faire des règlements pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision de lots situés dans les limites de la municipalité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivision à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles sub-

appears as a separate lot on the official plan of the cadastre or on the subdivision plan made and deposited in conformity with article 2175 of the Civil Code;

c. to fix a scale of dues exigible for the granting of the certificate of approval provided for in paragraphs *a* and *b* of this section. These dues shall not exceed twenty-five (\$25.00) dollars in the case of a construction for residential purposes, and two hundred (\$200.00) dollars in the case of a construction for industrial or commercial purposes.

These provisions shall not apply to farm buildings or to buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation.

Restriction.

Superintendent.

3. To ensure the execution of its orders, the council, by resolution, may create a municipal office the holder of which shall be called the "superintendent" and who shall be vested with all the rights, powers, privileges and obligations of the municipal inspector and of the rural inspector.

The superintendent shall remain in office during the pleasure of the council, although he may have been hired for a fixed period.

Term of office.

The appointment of such officer shall free the corporation of the obligation of appointing a municipal inspector and a rural inspector.

Inspectors not required.

4. The council may make by-laws to enact that, after a subdivision plan has been deposited, no permit shall be granted to build on lots of such subdivision, before the street in front of the lots on which it is proposed to build has been opened and levelled and afterwards given to the corporation by the owner of the subdivided land.

Condition to obtain building permit.

5. The council may make by-laws to regulate the subdivision or cancellation of the subdivision of lots situated within the limits of the municipality; to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such

Subdivision of lots.

divisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité.

subdivisions whenever the same do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality.

Système
d'égouts.

6. Sujet aux dispositions de la Loi de l'hygiène publique de Québec (chapitre 183), le conseil peut adopter un règlement pour organiser le système d'égouts de la municipalité; pour construire ou autrement acquérir tout égout public; pour imposer une taxe sur les propriétaires d'immeubles, pour payer les frais de construction, en tout ou en partie, de tout égout public dans toute rue où ces propriétaires possèdent des immeubles, y compris les raccordements entre cet égout public et les égouts privés de ces propriétaires, ou entre cet égout public et l'alignement de la rue s'il n'existe pas encore d'égout privé, et le coût des réparations rendues nécessaires au pavage par suite de la construction des égouts privés; et pour prescrire la manière dont doit être répartie cette taxe, soit en raison de l'étendue en front de ces propriétés, ou de leur superficie, ou de leur évaluation, ainsi que la manière dont ladite taxe doit être prélevée.

6. Subject to provisions of the Quebec Public Health Act (chapter 183), the council may make by-laws to organize the sewerage system of the municipality; to construct or otherwise acquire any public sewer; to impose a tax on the owners of immoveables, to pay in whole or in part the cost of construction of any public sewer in any street where such owners possess immoveables, including the connections between such public sewer and the private sewers of such owners, or between such public sewer and the street line if no private sewer yet exists, and the cost of repairs to paving necessitated by the construction of private sewers; and to prescribe the manner in which such tax shall be apportioned, either according to the frontage of such properties, or according to their area or valuation, as well as the manner in which such tax shall be levied.

Sewerage
system.

Taxe
spéciale
pour
aqueducs,
etc.

7. Le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, et les intérêts desdites sommes, imposer par règlement, en tout ou en partie sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité ou sur ceux pour le bénéfice desquels ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle répartie soit en raison de l'étendue du front de ces immeubles, soit d'après leur superficie ou leur évaluation. Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants de ces immeubles ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la corporation ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau, à ses frais, jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs terrains respectifs.

7. The council may, by by-law, in order to pay the sums expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, and the interest on such sums, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immoveables in the municipality or on those for whose benefit such improvements are made, an annual special tax apportioned proportionately either to the frontage of such immoveables, or to their area or valuation. Such special tax shall be imposed and levied, even if the owners or occupants of such immoveables do not avail themselves of the water from the waterworks, provided that the corporation has notified such owners or occupants that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective lands.

Special
tax for
water-
works,
etc.

Exécution
de certain
travaux.

8. Le conseil peut décréter, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la municipalité et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la municipalité sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en aient pas un besoin immédiat.

Cotisa-
tion.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la municipalité.

Charge
sur pro-
priétaire
intéressé.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux.

Intérêt et
verse-
ments.

Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services; elle sera divisée en versements égaux et sera prélevée pendant la période d'imposition déterminée par le règlement.

Rôle de
percep-
tion.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Entrées
au rôle.

Cette taxe imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.

Fonds
d'amor-
tissement.

Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la municipalité.

8. The council may order, by by-law approved by the electors of the municipality who are property-owners and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the waterworks and sewers necessary for the general development of the municipality on certain streets, although the majority of the property-owners to benefit thereby have no immediate need thereof.

Carrying
out of
certain
works.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by an assessment based upon the valuation of all the taxable immovables of the municipality.

Assess-
ment.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost for such works shall be charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the said waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immovables, in proportion to the valuation thereof.

Charge
upon
interested
owner.

Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner; it shall be divided into equal payments and levied during the period of imposition determined by the by-law.

Interest
and in-
stalments.

Upon the completion of the works, a collection roll shall be made according to law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immovables of the owners who will benefit by such works when they make use thereof.

Collection
roll.

Such tax, imposed on the immovables benefitting by such said works and which shall become due as aforesaid, shall be entered on the ordinary collection roll each year, as soon as the owners of such immovables start using such services.

Entries
on roll.

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immovables of the municipality.

Sinking-
fund.

Emprunts
par règle-
ment.

9. Nonobstant les dispositions de l'article 758 du Code municipal et sous réserve des dispositions de l'article 24 de la Loi de la Commission municipale de Québec, les emprunts de la corporation sont décrétés par règlement qui, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, doit être approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables, conformément au présent article, et subseqüemment autorisé par le ministre des affaires municipales.

Assemblée
des élec-
teurs.

Une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

Tenue.

Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le secrétaire-trésorier.

Prési-
dence.

Elle est présidée par le maire ou le pro-maire ou, en leur absence, par un conseiller.

Secré-
taire, etc.

Le secrétaire-trésorier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, dix électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

Quantum
requis.

Dans le cas où l'emprunt est contracté pour des travaux dont le coût doit être supporté par les propriétaires d'immeubles d'une partie seulement de la municipalité, il faudra qu'au moins un cinquième des électeurs propriétaires intéressés et présents à l'assemblée demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables pour que le président de l'assemblée puisse fixer le jour du vote sur ce règlement.

Vote.

Lorsqu'en vertu du présent article un règlement d'emprunt doit être soumis à

9. Notwithstanding the provisions of article 758 of the Municipal Code and subject to the provisions of section 24 of the Quebec Municipal Commission Act, the loans of the corporation shall be ordered by by-law which, to come into force and effect, must be approved by the electors who are owners of taxable immoveables, in conformity with this section, and subsequently authorized by the Minister of Municipal Affairs.

Loans by
by-law.

A public meeting of the municipal electors who are owners of taxable immoveables shall be held after the passing of such by-law, at the place, on the day and at the time fixed by the council for such purpose.

Meeting
of elec-
tors.

Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the secretary-treasurer has given a notice of convocation of at least five clear days.

Holding.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by a councillor.

Presi-
dency.

The secretary-treasurer, acting as secretary of the meeting, shall read the by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within one hour of the opening of the meeting, ten electors who are present demand that such by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables, the chairman of the meeting shall fix, for voting on such by-law, a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

Secretary,
etc.

In the case of a loan made for works the cost of which must be borne by the property-owners of a part only of the municipality, at least one-fifth of the elector-proprietors concerned and present at the meeting must demand that the by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables in order for the chairman to fix the date for voting on such by-law.

Quantum
required.

When under this section a loan by-law must be submitted for the approval of

Vote.

l'approbation des électeurs, le vote est pris en la manière prévue par les articles 372 à 387l du Code municipal.

the electors, the vote shall be taken in the manner provided for by articles 372 to 387l of the Municipal Code.

Limita-
tion.

10. La présente loi ne s'applique qu'au seul territoire de ladite paroisse situé sur l'Ile Perrot.

10. This act shall apply only to the territory of the said parish situated on Ile Perrot.

Limita-
tion.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.